

RÈGLEMENT NUMÉRO

RÈGLEMENT CONCERNANT LES NUISANCES, APPLICABLE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-GERVAIS DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.-BRUIT GÉNÉRAL

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de faire, de provoquer ou d'inciter à faire, de quelque façon que ce soit du bruit susceptible de troubler la paix et le bien-être du voisinage.

ARTICLE 2.-BRUIT/TRAVAUX

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de causer du bruit susceptible de troubler la paix et le bien-être du voisinage, en exécutant entre 22h00 et 07h00, des travaux de construction, de démolition ou de réparation d'un bâtiment ou d'un véhicule, d'utiliser une tondeuse, sauf s'il s'agit de travaux d'urgence visant à sauvegarder la sécurité de lieux ou des personnes.

ARTICLE 3. – BRUIT/SPECTACLE/MUSIQUE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'émettre ou de permettre la production d'un spectacle ou la diffusion de musique dont les sons peuvent être entendus au-delà d'un rayon de 50 mètres à partir du lieu d'où provient le bruit.

Le Conseil municipal peut, par résolution, autoriser le secrétaire-trésorier à émettre un permis autorisant la production d'un spectacle ou la diffusion de musique aux conditions suivantes :

- 1. le demandeur est un organisme reconnu par la municipalité;*
- 2. le spectacle ou la diffusion de musique se situe dans le cadre d'une festivité;(exemple : Fête nationale, Fête du Canada, festival, tournoi, etc.) et;*
- 3. le coût d'émission du permis est de 5.00\$.*

ARTICLE 4. – FEU D'ARTIFICE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de faire usage ou de permettre de faire usage ou de permettre de faire usage de pétard ou de feu d'artifice.

Le Conseil municipal peut, par résolution, autoriser le secrétaire-trésorier à émettre un permis autorisant l'utilisation de feu d'artifices aux conditions suivantes :

- 1. le demandeur est un organisme reconnu par la municipalité;*
- 2. le feu d'artifice est utilisé dans le cadre d'une festivité; (exemple : Fête nationale, Fête du Canada, festival, tournoi, etc.)*

3. le demandeur détient une assurance responsabilité qui couvre l'événement;
4. le feu d'artifice est sous la responsabilité d'un artificier reconnu; et
5. le coût du permis est de 5.00\$.

ARTICLE 5. – ARME À FEU

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de faire usage d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc ou d'une arbalète à moins de 150 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice.

ARTICLE 6. – LUMIÈRE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de projeter une lumière directe en dehors du terrain d'où elle provient si celle-ci est susceptible de causer un danger pour le public ou un inconvénient pour les citoyens.

ARTICLE 7.- FEU

Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu dans un endroit privé sans permis, sauf s'il s'agit d'un feu de bois allumé dans un foyer spécialement conçu à cet effet.

ARTICLE 8. – FOYER ET POÊLE EXTÉRIEUR

Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'utiliser tout foyer ou poêle qui produit des étincelles, de la fumée, suie, escarbilles, vapeur, odeur et qui a pour effet d'incommoder le voisinage en raison de leur conception et de leur emplacement.

ARTICLE 9.- DÉVERSEMENT DE NEIGE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de déverser dans la rue, la neige provenant de sa propriété.

ARTICLE 10. – NEIGE TRANSPORTÉE

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de transporter ou de permettre que soit transportée, d'un côté de la rue à celui d'en face, toute neige provenant du déblaiement de sa propriété.

ARTICLE 11. – EMPIÈTEMENT SUR L'EMPRISE DE LA VOIE PUBLIQUE

Constitue une nuisance et est prohibé tout empiètement, sauf pour les entreprises de services publics, sur les emprises des chemins publics que ce soit pour y empiler du bois, ou y déposer tout matériel ou équipement que ce soit.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

ARTICLE 12.- APPLICATION DU RÈGLEMENT

Le Conseil autorise tout agent de la paix à appliquer le présent règlement et à émettre des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

ARTICLE 13.- AMENDES

- 12.1 Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 1, 2, 4, 6 et 7 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinquante dollars (50\$) et d'une amende maximale de cinq cents dollars (500\$) s'il s'agit d'une personne physique et d'une amende minimale de cent dollars (100\$) et maximale de mille dollars (1 000\$) s'il s'agit d'une personne morale.

S'il y a récidive, l'amende minimale est de cent dollars (100\$) pour une personne physique et de deux cents dollars (200\$) pour personne morale.

- 12.2 *Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 5, 8 et 9 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cent dollars (100\$) et d'une amende de cinq cents dollars (500\$) s'il s'agit d'une personne physique et d'une amende minimale de deux cents dollars (200\$) et maximale de mille dollars (1 000\$) s'il s'agit d'une personne morale.*

S'il y a récidive, l'amende minimale est de deux cents dollars (200\$) pour une personne physique et de cinq cents dollars (500\$) pour une personne morale.

- 12.3 *Quiconque contrevient à l'une ou à l'autre des dispositions des articles 3 et 10 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de trois cents dollars (300\$) et d'une amende maximale de mille dollars (1 000\$) s'il s'agit d'une personne physique et d'une amende minimale de mille dollars (1 000\$) et maximale de deux milles dollars (2 000\$) s'il s'agit d'une personne morale.*

S'il y a récidive, l'amende minimale est de cinq cents dollars (500\$) pour une personne physique et de deux milles dollars (2 000\$) pour une personne morale.

- 12.4 *Si l'infraction à l'une des dispositions du présent règlement est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction séparée.*

ARTICLE 14. - REGLEMENTATION ANTÉRIEURE

Le présent règlement abroge et remplace les articles 7.1, 7.2, 7.3 et 7.5 du règlement 220-99, intitulé «Règlement concernant les nuisances et autres infractions connexes».

ARTICLE 15. - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.